

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

---

**ARRÊTE MUNICIPAL TEMPORAIRE N° 2021-42**

---

**PORTANT RÈGLEMENT D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ET DU  
STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION  
Au niveau du 12 rue de l'Abreuvoir**

*Le MAIRE de la Commune de TRILPORT*

*VU le Code Général des collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213-2,*

*VU le Code de la Route et les décrets subséquents,*

*VU la demande en date du 30 mars 2021 de l'entreprise SMITH RESEAU BATIMENT sise 420 clos de la Courtine à Noisy Le Grand concernant l'installation d'un échafaudage, pendant les travaux de ravalement de façade au niveau du 12 rue de l'Abreuvoir du 08 avril 2021 jusqu'à la fin des travaux.*

*CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'Autorité communale de prendre toutes les mesures propres à assurer la commodité et la sûreté de la circulation et du stationnement dans l'agglomération de TRILPORT notamment au niveau du 12 rue de l'Abreuvoir durant l'occupation du domaine public par l'entreprise SMITH RESEAU BATIMENT à compter du 08 avril 2021 et jusqu'à la fin des travaux (délai d'exécution estimé à 20 jours).*

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er :**

A compter du 08 avril 2021 et jusqu'à la fin des travaux (délai d'exécution estimé à 20 jours), l'entreprise SMITH RESEAU BATIMENT est autorisée à occuper le domaine public pour l'installation d'un échafaudage au niveau du 12 rue de l'Abreuvoir.

Le cheminement des piétons devra être maintenu, dévié et sécurisé à l'aide d'une signalisation et de barrières

L'entreprise SMITH RESEAU BATIMENT devra prendre toutes les mesures de sécurité afin de ne provoquer aucun accident.

**ARTICLE 2 :**

En vue d'assurer la sécurité des riverains et des automobilistes, la mise en place de la signalisation, à l'aide de barrières, ainsi que sa maintenance seront assurées par l'entreprise. Le présent arrêté devra être affiché à chaque extrémité du trottoir 48h à l'avance par l'entreprise.

**ARTICLE 3:**

L'autorité territoriale se garde le droit de modifier ou d'abroger le présent arrêté si l'un des articles de celui-ci n'est pas respecté ou que la circulation l'impose.

Tous contrevenants au présent arrêté s'exposent à la verbalisation et à l'enlèvement de leur véhicule conformément à l'article R417-10 du code de la route.

Le présent arrêté à compter de son caractère exécutoire peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois.

**ARTICLE 4 :**

- Monsieur le Sous-Préfet de Seine et Marne,
  - Monsieur le Directeur de l'entreprise SMITH RESEAU BATIMENT,
  - Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Trilport
  - Madame la Directrice des Services Techniques de la Mairie de Trilport,
  - Monsieur le Responsable de la Police Municipale de la Commune de Trilport,
- sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée.

Fait, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME AU REGISTRE DES ARRÊTES

Document transmis par voie électronique à la Sous-Préfecture de Meaux

Le : 06/04/21

Publié le : 06/04/21

ACTE RENDU EXECUTOIRE

(Art. L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales)

TRILPORT, le 06 avril 2021

Jean-Michel MORER,  
Maire de Trilport



Accusé de réception en préfecture  
07421704758-20210406-2021-42ARR-AI  
Date de télétransmission : 06/04/2021  
Date de réception préfecture : 06/04/2021